



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixantième session
22-28 avril 2004
Shanghai (Chine)

**PLANIFICATION ET ÉVALUATION DU PROGRAMME: RÉAJUSTEMENT DU
PROGRAMME DE TRAVAIL DES INSTITUTIONS RÉGIONALES**

(Point 5 d) de l'ordre du jour provisoire)

**RAPPORT SUR LE CENTRE DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE POUR
LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE**

RÉSUMÉ

Le présent rapport décrit brièvement les activités du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie (CAPTT) en 2003 et les recommandations formulées par le Comité technique consultatif et le Conseil d'administration, qui se sont réunis du 5 au 7 février 2004. Il traite aussi de l'évaluation du Centre à laquelle il a été procédé en janvier 2003 et qui a donné lieu à des recommandations dont le Conseil d'administration a pris connaissance à sa dix-huitième session, tenue les 6 et 7 février. (Les parties du rapport d'évaluation portant sur le fond sont jointes en annexe au présent document). Le Conseil d'administration a proposé plusieurs mesures visant à donner suite à ces recommandations.

En 2003, les activités du Centre ont été axées sur le renforcement des capacités technologiques, la promotion et la gestion de l'innovation, ainsi que sur le renforcement des réseaux sous-régionaux et régionaux dans certains secteurs pour aider les petites et moyennes entreprises (PME) et les intermédiaires de la région Asie-Pacifique à relever les défis posés par l'internationalisation des échanges et la mondialisation de l'économie. Les méthodes employées ont été les suivantes: réseaux d'information technologique et de transfert de technologie, organisation de manifestations (séminaires, ateliers, expositions, réunions d'experts, réunions d'affaires et contacts directs avec les entrepreneurs, projets de démonstration) en rapport avec le transfert de technologie, périodiques et publications techniques et partenariats avec des intermédiaires du transfert de technologie dans le monde entier.

Le Conseil d'administration a entériné la désignation de M. Se-Jun Yoon en tant que directeur du Centre.

À la dix-neuvième session du Comité consultatif technique, tenue le 5 février 2004, le Gouvernement indien a annoncé qu'il avait fait passer sa contribution annuelle au Centre de 100 000 à 200 000 dollars des États-Unis. Toutefois, pour pouvoir garder le petit nombre d'administrateurs essentiel à son fonctionnement et maintenir ses principales activités, le Centre doit pouvoir compter sur 550 000 dollars au titre de l'appui institutionnel. Les pays membres sont donc instamment invités à verser une contribution conforme aux montants minimaux fixés pour les pays en développement (20 000 dollars) et les pays les moins avancés (5 000 dollars), de manière à permettre au Centre d'assurer les services utiles qu'il apporte aux pays membres en matière de renforcement des capacités technologiques de façon plus efficace, régulière et durable. Le Gouvernement de la République de Corée était devenu un important pays donateur.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. ACTIVITÉS DU CENTRE DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE POUR LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE	1
II. QUESTIONS À EXAMINER.....	9

Annexe

Rapport sur les délibérations du Conseil d'administration du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie à sa dix-huitième session	11
---	----

I. ACTIVITÉS DU CENTRE DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE POUR LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

1. Depuis sa création en 1977, comme le veut son mandat, le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie (CAPTT) favorise le transfert, le développement, l'adaptation et l'application des technologies dans la région de l'Asie et du Pacifique en privilégiant la promotion et le transfert d'écotechnologies dans les petites et moyennes entreprises (PME).
2. En 2001, la CESAP a entrepris de remodeler radicalement son programme de travail, son appareil de conférence et la structure de son secrétariat afin de mieux centrer ses activités sur certains problèmes et mieux répondre aux besoins de la région. Le programme de travail restructuré porte maintenant sur trois grands thèmes: réduction de la pauvreté, gestion de la mondialisation et problèmes sociaux émergents.
3. Au vu de cette restructuration, le Secrétaire exécutif a décidé de faire procéder à une évaluation indépendante des institutions régionales de la Commission. S'agissant du CAPTT, cela a été fait en janvier 2003; les besoins opérationnels, institutionnels et programmatiques du Centre ont été passés en revue afin de voir comment il pouvait au mieux servir les membres. Les principales questions posées étaient les suivantes: la pertinence du Centre du point de vue de sa représentativité, de l'assistance qu'il fournit, de ses orientations programmatiques et leur rapport avec les priorités thématiques de la CESAP, et de sa viabilité.
4. L'évaluation a fait apparaître que les pays membres manifestent de l'intérêt pour les programmes qui a) renforcent leurs capacités techniques, b) offrent des débouchés commerciaux, c) portent sur des technologies fondées sur le savoir, d) favorisent la coopération régionale et e) leur permettent de participer pleinement aux activités.
5. Il en est aussi ressorti que, le Centre dépendant fortement des donateurs extérieurs, ses activités n'étaient pas tant fonction des besoins que de ces donateurs. De plus, une grande partie de l'activité du Centre portait sur des technologies de faible technicité, qui intéressent surtout les pays les moins avancés. Il a encore été observé que l'élaboration du programme étant laissée au pays hôte, le programme s'en trouvait fragmenté en projets dispersés sans cohérence.
6. La grande compétence professionnelle du personnel du Centre et son travail de réseautage ont été reconnus comme des points forts du Centre. Toutefois, il est aussi apparu que la viabilité financière était sa principale faiblesse. En outre, le Centre manquait d'un plan général de développement incluant une perspective à long terme; c'est pourquoi l'évaluateur avait suggéré une éventuelle restructuration de l'organisation et la recherche d'une méthode cohérente de planification des programmes.

7. Les recommandations émanant de l'évaluation et visant à permettre au Centre de mieux servir les pays membres étaient les suivantes:

- Élaborer une stratégie programmatique assurant un équilibre entre les sous-régions, les pays les moins avancés et les pays à économie en transition, tout en gardant à l'esprit l'intérêt de l'ensemble des membres;
- Réaliser davantage de projets régionaux ouverts à tous les membres, quelles que soient leurs capacités ou leur contribution financière, afin de dynamiser la coopération régionale;
- Suivre les directives et l'orientation données par la CESAP;
- Procéder à un examen approfondi des programmes du Centre afin d'en accroître l'attrait et l'utilité pour les pays membres;
- Réexaminer régulièrement les grands domaines d'activité afin de tenir compte de l'évolution des besoins et des priorités, et de façon à refléter les priorités thématiques de la CESAP;
- S'assurer d'une participation accrue du secteur privé afin de mettre à contribution ses compétences;
- Envisager d'utiliser davantage les technologies de l'information et de la communication afin d'améliorer la communication avec les membres et les réseaux d'institution dans tous les domaines d'activité du Centre et pour assurer une répartition égale des services fournis;
- Entreprendre des projets dans des domaines les plus actuels, et particulièrement des projets visant à réduire la fracture numérique, à développer le commerce électronique pour les PME et le transfert des technologies numériques et à fournir aux entreprises des conseils et de la formation en ligne en matière de technologie;
- Envisager la création d'une catégorie particulière de membres sans droit de vote pour le secteur privé et les instituts technologiques et en inviter les membres aux réunions du Conseil d'administration;
- Étudier la possibilité de donner une autre appellation au Centre en se posant la question de savoir si le mot «transfert» est toujours approprié.

8. Le Conseil d'administration du CAPTT a pris connaissance des résultats de l'évaluation à sa dix-huitième session, qu'il a tenue les 6 et 7 février 2004 à Manille. Désireux d'appliquer les recommandations issues de l'évaluation, le Conseil a proposé que le CAPTT:

- Élabore une stratégie de programme en consultation avec la CESAP;
- Organise une réunion avec les parties prenantes en vue de réorienter ses programmes et de définir une perspective, un plan et des stratégies à long terme;
- Élabore des projets tenant compte de l'évolution mondiale;
- Envisage la création d'une nouvelle catégorie de membres et prépare un rapport sur divers aspects connexes (contributions, prestations et tarification);
- Réexamine sa structure en matière de TIC ainsi que les capacités techniques de son personnel.

9. On trouvera en annexe au présent document les parties du compte rendu de la session du Conseil d'administration qui portent sur le fond.

10. En 2003, les activités du CAPTT, un des centres régionaux de la CESAP, ont été axées sur le renforcement des capacités technologiques, la promotion et la gestion de l'innovation, ainsi que sur la création de réseaux sous-régionaux et régionaux pour aider les pays et sous-régions à relever les défis posés par l'intégration dans la nouvelle économie mondiale. Les programmes ont été organisés en fonction des demandes des pays membres dans les cinq grands domaines d'intervention du Centre: information technologique et transfert de technologie, écotechnologies, technologies émergentes, gestion de la technologie et développement de l'entrepreneuriat féminin. Les activités, exécutées avec l'aide des technologies modernes de l'information et de la communication (TIC), comprenaient toute une gamme de programmes intéressant directement la région; elles ont pris différentes formes: réseaux d'information technologique et de transfert de technologie, partenariats avec des intermédiaires du transfert de technologie dans le monde entier, organisation de manifestations en rapport avec le transfert de technologie, contacts directs avec les entrepreneurs, périodiques et publications techniques et l'Internet.

11. S'agissant des écotechnologies, les activités ont porté principalement sur les technologies et techniques disponibles dans la région de l'Asie et du Pacifique à des coûts abordables pour les PME. Le Centre s'est également efforcé de renforcer les partenariats et les réseaux de transfert d'écotechnologies entre institutions compétentes en la matière pour valoriser la coopération intra- et interrégionale. Dans le cadre d'un projet financé par Environnement Canada, le CAPTT œuvre à l'établissement et à la mise en service d'un centre de formation sous-régional pour l'Association sud-asiatique de coopération régionale, qui portera sur les techniques de traitement et d'élimination des déchets dangereux.

12. Les périodiques et les publications du CAPTT visent à tenir les PME et les décideurs au courant des faits les plus récents en rapport avec le transfert et l'acquisition de technologies. Les publications sont aussi un moyen de rapprocher fournisseurs et demandeurs de technologie. Le principal périodique publié par le Centre, *Asia Pacific Tech Monitor*, paraît tous les deux mois et est distribué à 1 000 abonnés dans 70 pays. Les cinq bimensuels (*Non-Conventional Energy*, *Waste Technology*, *Biotechnology*, *Food Processing* et *Ozone Layer Protection*) publiés dans le cadre du programme VATIS, un service d'information sur la technologie à valeur ajoutée, sont distribués à 4 000 abonnés dans 40 pays. S'y est ajoutée une nouvelle publication, *Asia-Pacific Ventures & Opportunities*, qui se veut un guide sur l'économie mondiale en rapide mutation. Par ailleurs, depuis septembre 2003, on peut accéder électroniquement aux publications du Centre par le site Web <<http://www.techmonitor.net>>. Le nombre moyen de «pages» électroniques téléchargées chaque jour est passé de 600 en septembre 2003 à près de 1 300 en février 2004.

13. Le CAPTT utilise de plus en plus l'informatique pour ses services de transfert. Pour aider les entrepreneurs et chefs d'entreprise, le Centre a mis au point un portail commercial pour les PME à forte composante technologique de l'Asie et du Pacifique, en coopération avec d'autres institutions partenaires de la région, qui constitue un centre Internet de services aux entreprises, en ligne et très complets. Le portail <www.technology4sme.com> offre aux PME des services de formation en ligne gratuits sur le développement de l'entrepreneuriat technologique, la gestion de l'innovation, le transfert de technologie et l'écoproduktivité. Ce service est aussi disponible en version CD-ROM. Le portail contribue à une communication et à une interaction concrètes et spécifiques entre entrepreneurs, investisseurs, technologues, experts en développement des entreprises et décideurs; il donne aussi accès à des informations sur les entreprises, les technologies et les possibilités d'investissement. Une version chinoise du portail <<http://www.technology4sme.com.cn>> a été officiellement lancée le 7 novembre 2003 par le Shanghai Technical Transfer Exchange. Le Centre a aussi organisé des formations dans plusieurs pays (Chine, Fédération de Russie, Inde, Malaisie et Thaïlande) sur la conception de portails et les services de formation en ligne pour entreprises. En 2003, ces services ont servi de base à plusieurs formations organisées dans des pays parmi les moins avancés et des pays en transition (Cambodge, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao et Viet Nam); ces fonctions ont été financées par le Japon et organisées par la CESAP en coopération avec le Centre.

14. Le CAPTT s'emploie aussi à faciliter la mise en place dans la région de réseaux d'intermédiaires susceptibles d'encourager les PME de différents pays à coopérer commercialement. Des institutions de plusieurs pays (Chine, Fédération de Russie, Inde, Malaisie, Philippines, République de Corée et Thaïlande) ont déjà leur portail. Le Centre aidera les membres de ces réseaux à nouer des relations de partenariat avec diverses parties prenantes qui fournissent des services de transfert technologique complets (information, études, financement, plans d'incitation) au niveau

international. À mesure que ces réseaux et partenariats élargiront leur couverture géographique dans la région de l'Asie et du Pacifique, des PME toujours plus nombreuses pourront mettre à profit par elles-mêmes un ensemble complet de services et on aboutira à un véritable réseau régional informatisé au bénéfice des PME, dont les stratégies globales et les activités seront coordonnées et constamment remises à niveau par le Centre pour qu'elles restent durablement en phase avec la mutation rapide de la conjoncture économique en Asie et dans le Pacifique, et ce en consultation permanente (et informatisée) avec les membres du réseau et les partenaires extérieurs.

15. Le programme du CAPTT pour la gestion des technologies au bénéfice des PME a été renforcé avec l'ajout de plusieurs mesures de renforcement des capacités et plusieurs programmes de coopération technique entre pays en développement ont été organisés dans des domaines liés aux TI, ainsi que dans les secteurs de l'industrie alimentaire, de la phytothérapie et du bambou. Pour promouvoir l'entrepreneuriat dans le secteur de l'informatique, le Centre a conçu un plan d'études sur la création d'entreprises et expérimenté des formations pilotes de courte durée dans des pays comme la République de Corée et la Chine. Un autre plan d'études sur le même sujet est en cours de préparation pour les pays indochinois (Cambodge, République démocratique populaire lao et Viet Nam); il vise à renforcer les capacités des PME et des institutions, en coopération avec les institutions nationales compétentes en matière de gestion des technologies. Le Centre a également organisé des programmes de formation de formateurs dans des domaines spécialisés de la gestion des technologies pour promouvoir le renforcement des capacités et la mise en commun des données d'expérience concernant l'évaluation des technologies et la gestion du savoir. Il organise aussi un atelier sur la coopération sino-indienne en matière de TI, qui vise à contribuer à l'incubation technologique et aux programmes de formation au bénéfice des entreprises chinoises.

16. Partant des résultats d'ateliers et d'activités de formation dans certains domaines, le Centre a mis au point des programmes spécifiques de démonstration de technologies modèles pour moderniser les secteurs traditionnels dans les régions rurales, comme le bambou, la transformation des fruits et légumes ainsi que les plantes médicinales et les médecines traditionnelles. Cela devrait améliorer la compétitivité des PME et favoriser la coopération sous-régionale, régionale et interrégionale tant au niveau des institutions qu'à celui des entreprises. Un atelier international consacré à l'utilisation du bambou s'est tenu à Yiyang (Chine); il visait à encourager institutions et entreprises à établir des réseaux.

17. Le Centre élabore actuellement un projet visant à renforcer la compétitivité à l'exportation des fruits tropicaux de plusieurs pays d'Asie. Il est prévu d'organiser des centres de démonstration en Inde, en Thaïlande et à Sri Lanka, l'accent étant mis sur les PME, les cultivateurs, les intermédiaires et les préparateurs. Le projet a été approuvé par le Fonds commun pour les produits de base, qui discute actuellement avec la CESAP du texte de l'accord de projet.

18. Étant donné l'intérêt et l'importance pour les pays de la région des technologies liées aux plantes médicinales, le CAPTT est en train de constituer un réseau Asie-Pacifique pour la médecine traditionnelle et les plantes médicinales en coopération étroite avec le Département de la science et de la technologie de la province de Hubei et le Ministère chinois de la science et de la technologie, et avec la participation d'institutions d'autres pays membres. Ce réseau a vocation à devenir à la fois un espace d'information et de commerce électronique pour la production et la commercialisation des plantes médicinales traditionnelles. Lors d'une réunion d'experts tenue en septembre 2003 à Wuhan (Chine), 12 pays membres ont signé un mémorandum d'accord portant création de stations nodales reliées à la station centrale. Un conseil exécutif a été mis en place (la Chine assumant la présidence et l'Inde la vice-présidence) pour assurer le suivi des initiatives lancées dans la région pour renforcer les capacités en matière de conservation de la biodiversité, préserver le savoir traditionnel, améliorer le contrôle de la qualité et la normalisation et consolider le réseau.

19. Dans le cadre d'un programme financé par le PNUD pour encourager l'entrepreneuriat technologique par la création de technopoles et de pépinières d'entreprises, le Centre a œuvré avec le Département de la science et de la technologie (Ministère indien de la science et de la technologie) à un projet visant à mettre en place les mécanismes institutionnels nécessaires à la création d'entreprises à forte intensité de savoir; les activités ainsi menées consistent notamment à aider les deux premières pépinières du genre jamais créées en Inde à établir des relations de travail avec les instituts de recherche-développement et l'industrie. Pour ce faire, la stratégie suivie consiste à mettre au point et développer des mécanismes aptes à favoriser la croissance d'entreprises innovantes par l'utilisation de technologies autochtones et étrangères. À long terme, le projet est susceptible de développer les capacités de gestion technologiques et de créer un environnement favorable à des entreprises innovantes et à forte intensité de savoir; il aidera les entrepreneurs à concevoir des produits et des procédés, à trouver les technologies qui leur seront nécessaires pour résoudre les problèmes, à se recycler de façon permanente, à breveter leurs produits et à acquérir les technologies nécessaires. Un deuxième volet du projet consiste à partager l'expérience acquise avec les autres pays en développement. Le CAPTT a ainsi organisé, seul ou avec d'autres, plusieurs activités visant à promouvoir les services d'aide à l'entrepreneuriat technologique dans l'Asie et le Pacifique.

20. En Inde, le CAPTT a fourni plusieurs technopoles en équipements et en logiciels pour les aider à s'intégrer au centre Internet de services aux entreprises qu'il est en train de développer <<http://www.technology4sme.com>>. Il a aussi aidé la pépinière biotechnologique nouvellement établie à Anna University (Chennai) à établir son plan d'entreprise et à acquérir les équipements de base nécessaires à une start-up, et a fourni des services consultatifs à la pépinière agrotechnologique récemment créée à Pune (pour un plan d'entreprise et une étude de faisabilité). Enfin, il cherche activement à renforcer les pépinières et parcs technologiques en siégeant dans les conseils consultatifs institués auprès des comités compétents.

21. Le CAPTT a renforcé son activité en faveur de l'autonomisation des femmes. En 2003, il a encouragé les initiatives entrepreneuriales d'associations féminines de base et de femmes chefs de micro, petites ou moyennes entreprises. Les activités menées à bien dans ce cadre ont notamment compris des stages d'initiation et de formation technique, des échanges de technologies entre associations et la diffusion de documentation technique. On retiendra plus particulièrement une formation pratique à la gestion des déchets biologiques, une autre formation à l'impression manuelle à la planche utilisant des teintures naturelles, la rédaction d'un manuel sur la technologie vue sous l'angle de l'égalité entre les sexes et un livre/guide pour les femmes entrepreneurs intéressées par la technologie. Un atelier international sur les questions de gestion technologique s'est tenu en République islamique d'Iran au début de 2003 à l'intention des femmes. Coopérant avec des ONG et des organismes des Nations Unies, le Centre a encore œuvré à la mise au point de projets de TI viables pour les femmes économiquement et socialement défavorisées. Comme indiqué plus haut, le module concernant l'entrepreneuriat féminin produit pour l'Inde est maintenant disponible sur CD-ROM.

22. À sa dix-huitième session, tenue les 6 et 7 février 2004 à Manille, le Conseil d'administration du CAPTT a entériné la désignation du nouveau directeur du Centre.

23. À la dix-neuvième session du Comité consultatif technique, tenue le 5 février 2004 à Manille, l'Inde a annoncé qu'elle allait faire passer sa contribution au Centre de 100 000 à 200 000 dollars des États-Unis. La Commission voudra peut-être aussi noter que la République de Corée compte dorénavant parmi les principaux donateurs au Centre, puisqu'elle finance les émoluments du Directeur.

24. Le Centre a pris de nouvelles initiatives pour s'assurer le soutien financier nécessaire à ses activités. En 2004, il recevra un appui programmatique pour les projets suivants, actuellement en préparation:

- Promotion du réseau Asie-Pacifique de transfert de technologie au bénéfice des petites et moyennes entreprises (projet financé par le Gouvernement allemand à raison de 430 000 euros pendant deux années consécutives à compter de février 2004);
- Projet de garantie de qualité et de renforcement de la compétitivité des exportations de fruits tropicaux (coût estimé: 3,2 millions de dollars), en partie couvert par une contribution du Fonds commun pour les produits de base de près de 1,8 million de dollars. Le Centre a été informé en octobre 2002 de la décision du Conseil d'administration du Fonds d'approuver le projet et la CESAP travaille actuellement avec le Fonds en vue de donner sa forme définitive à l'accord.

25. Le Centre a besoin d'environ 550 000 dollars par an pour maintenir un cadre minimal de trois administrateurs, dont le Directeur. Grâce à l'appui institutionnel et programmatique fourni par la République de Corée, les émoluments du Directeur sont assurés pour deux ans. De plus, l'Inde ayant augmenté sa contribution, le Centre pourra s'attacher un expert supplémentaire. Toutefois, pour continuer à fournir ses services de manière durable, le Centre doit absolument disposer d'un effectif de base comptant au moins deux administrateurs. Par conséquent, la Commission voudra peut-être envisager les mesures suivantes afin de renforcer et d'asseoir à long terme l'appui financier dont le Centre bénéficie aux niveaux institutionnel et programmatique.

a) *Appui institutionnel.* Depuis 1997, le montant total des contributions versées par les pays membres au titre de l'appui institutionnel ne fait que diminuer. Plusieurs pays qui contribuaient jusque là au budget du Centre n'ont annoncé aucune contribution à la cinquante-neuvième session de la Commission; quelques-uns ont diminué leur contribution ces dernières années. Les pays membres sont instamment invités à verser une contribution égale ou supérieure au montant indicatif, fixé à 20 000 dollars des États-Unis pour les pays en développement et à 5 000 dollars pour les pays les moins avancés, s'ils veulent que le Centre puisse fournir durablement les services requis.

b) *Appui au programme.* Ainsi qu'indiqué plus haut, le Centre est en train de préparer plusieurs projets qu'il devrait pouvoir mener à bien dans les deux années à venir. Vu ses compétences maîtresses, les pays donateurs souhaiteront peut-être appuyer le Centre en finançant des projets précis.

c) *Désignation et détachement d'experts nationaux et de personnel d'encadrement.* Les pays membres sont invités à détacher auprès du Centre des experts et du personnel d'encadrement. Cela permettrait aux experts d'accumuler une expérience professionnelle qui leur sera utile ensuite dans leur pays, de stimuler la coopération entre le CAPTT et les pays membres et de remédier quelque peu à la situation difficile du Centre en matière de personnel.

d) *Services payants.* Pour s'autofinancer, le Centre fait payer les services qu'il fournit en matière de transfert de technologie. Ces services, énumérés ci-après, pourraient être renforcés:

- Développement, accès et utilisation du portail Internet destiné aux PME de la région qui souhaitent se doter de technologies adéquates et renforcer leurs capacités technologiques;
- Recherche et comparaison d'informations technologiques en vue d'accords de coopération;
- Organisation d'ateliers et de programmes de formation;
- Assistance en matière d'études de marché, d'évaluation des technologies, de financement de projet et de commercialisation.

e) *Publications autofinancées.* Le Centre s'efforce de couvrir entièrement les coûts de rédaction, d'impression et de diffusion de ses publications périodiques en s'assurant l'appui de donateurs, en percevant des abonnements et en trouvant des annonceurs publicitaires.

f) *Fonds de dotation.* À chacune de ses sessions depuis 1989, la Commission, soucieuse de renforcer et d'asseoir la viabilité financière du Centre, recommande que soit constitué un fonds de dotation d'environ 5 millions de dollars. Bien qu'accueillie par de grandes déclarations de soutien, cette idée n'a toujours pas trouvé de concrétisation. À sa treizième session, le Conseil d'administration du Centre a suggéré que les pays membres versent chaque année pendant cinq ans 5 000 dollars, dans le cas des pays les moins avancés, ou 20 000 dollars, dans le cas des pays en développement, pour constituer ce fonds, qui ferait des prêts sans intérêts au Centre. L'étalement des contributions réduirait la difficulté pour les pays membres qui trouveraient trop lourd le versement en une fois d'un montant non négligeable.

II. QUESTIONS À EXAMINER

26. La Commission est invitée à examiner les recommandations suivantes émanant du Conseil d'administration du CAPTT:

- Réexaminer périodiquement les principaux domaines d'activités et les compétences de base du Centre afin de refléter l'évolution des besoins et des priorités thématiques de la CESAP;
- Inviter au début d'avril 2004 les parties prenantes à un atelier de planification pour réfléchir aux perspectives à long terme du Centre et aux stratégies futures. Outre les autorités gouvernementales, les parties prenantes pourraient inclure des représentants des associations professionnelles, du secteur privé et des chambres de commerce. La République de Corée envisagerait de financer l'atelier, qui pourrait se tenir au siège de la CESAP, à Bangkok, en fonction des disponibilités des personnes concernées au sein de la Division de la gestion du programme et des fonctionnaires chargés de l'appui technique au Centre. Après l'atelier, le Conseil d'administration pourrait tenir une session extraordinaire d'un jour pour entériner les conclusions de l'atelier et les transmettre pour adoption à la Commission;
- Faire connaître les activités du Centre aux bénéficiaires potentiels dans les pays membres de manière à les rendre plus attrayantes et utiles;
- Créer, en vue de mobiliser un appui financier plus grand, une catégorie particulière de membres incluant le secteur privé et les instituts technologiques, qui seraient invités à se faire représenter à la session annuelle du Conseil d'administration sans droit de vote;

- Le CAPTT jouant un rôle important dans la promotion du développement technologique des pays membres et dans la coopération régionale en matière de science et de technologie, les pays participants devraient étudier la possibilité d'accroître les contributions qu'ils versent au Centre;
- Réexaminer les coûts de fonctionnement du Centre en vue de faire des économies et de rendre le Centre financièrement viable. Sur ce plan, il conviendrait d'utiliser davantage les TIC et de procéder à une évaluation des publications du Centre pour ce qui est de leur utilité et de leur coût;
- Les pays membres devraient détacher des experts auprès du CAPTT en fonction des projets. Cela permettrait aux experts d'accumuler une expérience professionnelle qui leur serait utile ensuite dans leur pays et de stimuler la coopération entre le CAPTT et les pays membres;
- Les pays membres et la CESAP devraient aider le Centre à faire mieux connaître ses services et ses activités parmi les décideurs de la région et la communauté diplomatique de Bangkok.

27. La Commission est également invitée à examiner et à approuver les éléments de fond du rapport de la dix-huitième session du Conseil d'administration qui figurent en annexe et à définir des orientations pour les activités du CAPTT, en particulier eu égard aux recommandations du Centre et au réalignement de son programme de travail.

Annexe

**RAPPORT SUR LES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU CENTRE DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE POUR LE TRANSFERT
DE TECHNOLOGIE À SA DIX-HUITIÈME SESSION**

Manille, 6 et 7 février 2004

**I. RECOMMANDATIONS SOUMISES POUR EXAMEN ET
ADOPTION À LA COMMISSION**

1. Le Conseil d'administration, à sa dix-huitième session, tenue les 6 et 7 février 2004 à Manille, a approuvé le rapport sur la dix-neuvième réunion du Comité consultatif technique. Il s'est félicité des programmes du Centre dans les principaux domaines d'action, à savoir les services d'appui pour le transfert de technologie au bénéfice des PME, la gestion et l'innovation technologiques, les écotechnologies, les technologies émergentes et le développement de l'entrepreneuriat féminin. Le Conseil a formulé les recommandations ci-après:

- Réexaminer périodiquement les principaux domaines d'activités et les compétences de base du Centre afin de refléter l'évolution des besoins et des priorités thématiques de la CESAP;
- Inviter au début d'avril 2004 les parties prenantes à un atelier de planification pour réfléchir aux perspectives à long terme du Centre et aux stratégies futures. Outre les autorités gouvernementales, les parties prenantes pourraient inclure des représentants des associations professionnelles, du secteur privé et des chambres de commerce. La République de Corée envisagerait de financer l'atelier, qui pourrait se tenir au siège de la CESAP, à Bangkok, en fonction des disponibilités des personnes concernées au sein de la Division de la gestion du programme et des fonctionnaires chargés de l'appui technique au Centre. Après l'atelier, le Conseil d'administration pourrait tenir une session extraordinaire d'un jour pour entériner les conclusions de l'atelier et les transmettre pour adoption à la Commission;
- Faire connaître les activités du Centre aux bénéficiaires potentiels dans les pays membres de manière à les rendre plus attrayantes et utiles;
- Créer, en vue de mobiliser un appui financier plus grand, une catégorie particulière de membres incluant le secteur privé et les instituts technologiques, qui seraient invités à se faire représenter à la session annuelle du Conseil d'administration sans droit de vote;
- Le CAPTT jouant un rôle important dans la promotion du développement technologique des pays membres et dans la coopération régionale en matière de science et de technologie, les pays participants devraient étudier la possibilité d'accroître les contributions qu'ils versent au Centre;

- Réexaminer les coûts de fonctionnement du Centre en vue de faire des économies et de rendre le Centre financièrement viable. Sur ce plan, il conviendrait d'utiliser davantage les TIC et de procéder à une évaluation des publications du Centre pour ce qui est de leur utilité et de leur coût.

II. RÉSUMÉ DES DÉBATS

2. Après avoir adopté l'ordre du jour, le Conseil d'administration a approuvé la nomination de M. Se-Jun Yoon au poste de directeur du Centre et lui a souhaité plein succès dans ses nouvelles fonctions en lui assurant tout son appui.

3. Le Conseil d'administration était saisi d'un rapport sur les activités du Centre pour la période allant de décembre 2002 à décembre 2003, y compris l'état des ressources financières en 2003, du rapport du Comité consultatif technique sur sa dix-neuvième session et d'un rapport sur l'évaluation du CAPTT.

A. Rapport sur les activités du CAPTT pour la période allant de décembre 2002 à décembre 2003 et présentation du programme de travail

(Point 4 de l'ordre du jour)

4. L'Administrateur chargé du Centre a expliqué que le rapport sur les activités du Centre pour décembre 2002-décembre 2003 donnait un aperçu des principales initiatives programmatiques du CAPTT, y compris des activités concrètes réalisées en 2003.

5. Il a présenté dans leurs grandes lignes les principaux projets et activités menés à bien par le Centre et informé le Conseil de leurs résultats et de leur impact. Il a décrit l'approche suivie par le Centre pour promouvoir le transfert de technologie dans la région dans les principaux domaines d'activité du CAPTT.

6. Il a rendu compte de la gestion et des finances du Centre, s'agissant en particulier de ses infrastructures et des arrangements de coopération, de son assise financière et de ses ressources humaines. Il a souligné que le critère à retenir dans l'examen des questions financières n'était pas la survie du Centre, mais bien les services qu'il pouvait rendre aux pays membres. Il a présenté un état récapitulatif des fonds reçus par le CAPTT et des dépenses engagées au cours de la période considérée. L'Inde ayant fait passer sa contribution annuelle à 200 000 dollars, le montant total des contributions reçues des pays s'élevait à 275 000 dollars et la situation financière du Centre s'en trouvait quelque peu meilleure. Toutefois, pour maintenir le cadre strictement nécessaire d'administrateurs et poursuivre ses activités essentielles, le Centre avait besoin, au minimum, de 550 000 dollars par an au titre de l'appui institutionnel. Parmi les centres régionaux de la CESAP, le CAPTT était celui auquel les pays membres contribuaient le moins. Les montants versés étaient insuffisants au vu du rôle toujours croissant joué par la technologie dans le développement

économique. Il a donc invité instamment les pays membres à verser une contribution conformément aux minima fixés (20 000 dollars pour les pays en développement et 5 000 dollars pour les pays les moins avancés) de sorte que le Centre puisse fournir aux pays membres ses précieux services de renforcement des capacités technologiques de manière à la fois efficace, régulière et durable.

B. Rapport du Comité consultatif technique sur sa dix-neuvième session

(Point 5 de l'ordre du jour)

7. Le Président de la dix-neuvième session du Comité consultatif technique a présenté le rapport de la session. Celle-ci s'était tenue le 5 février 2004 à Manille avec la participation de représentants de 11 pays (Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam) et de la CESAP.

8. Le Comité avait recommandé que le Centre réoriente ses activités conformément aux priorités thématiques de la CESAP et avait proposé pour ce faire que soit organisé un atelier de planification stratégique chargé de définir les grands domaines d'activité du CAPTT intéressant tous les pays membres du Centre et en tenant dûment compte des besoins nationaux.

9. Le Comité a proposé de retenir les axes suivants aux fins de la coopération régionale relevant du CAPTT:

- Partenariat entre les secteurs public et privé en matière de recherche-développement;
- Logements à bon marché;
- Savoir traditionnel;
- Innovations locales;
- Exploitation des brevets expirés;
- Gestion de la qualité;
- Systèmes d'énergie renouvelable;
- Technologies après-récolte;
- Technologies de gouvernance électronique;
- Pépinières d'entreprises technologiques;
- Agriculture durable et respectueuse de l'environnement.

10. En outre, le Comité a formulé plusieurs demandes spécifiques de coopération technique:
- En matière d'échanges d'information et de services consultatifs aux pays membres intéressés par la commercialisation des technologies et, plus particulièrement, par une coopération dans le domaine de la recherche-développement ou par l'encouragement des entreprises nouvelles innovantes («start-up») et des pépinières d'entreprises de haute technologie, le Centre devrait concentrer ses activités sur le soutien qu'il peut apporter dans le domaine des technologies «intellectuelles» liées à la gestion et au financement des jeunes entreprises, à la gestion des technologies et du savoir, à la mise en place de partenariats stratégiques, à l'échange d'information technologique et à l'établissement de «feuilles de routes» définissant la stratégie d'innovation suivie;
 - Qu'une aide soit fournie pour garantir une participation internationale au séminaire qui doit se tenir en Chine en juin-juillet 2004 sur la construction écologique et les stratégies de conservation des sols et de l'eau en vue d'un développement agricole durable;
 - Contribuer à l'exploitation mutuelle de technologies traditionnelles et rurales qui soient rationnelles sur les plans économique et culturel;
 - Prêter assistance au développement du réseau technologique Asie-Pacifique pour les médecines traditionnelles;
 - Assurer le suivi des projets en préparation une fois leur financement approuvé.

C. Rapport d'évaluation sur le CAPTT

(Point 6 de l'ordre du jour)

11. Le Conseil était saisi d'un document intitulé «Évaluation du CAPTT», établi par le secrétariat de la CESAP, que le Chef de la Section des applications des TIC (Division des technologies de l'information, de la communication et de l'espace) a présenté. Il a expliqué que l'évaluation s'inscrivait dans le cadre de la revitalisation de la CESAP et avait pour objectif d'aligner l'activité des institutions régionales sur le programme de travail de la Commission. L'évaluation avait notamment porté sur les besoins opérationnels, institutionnels et programmatiques du Centre, censé fournir des services de qualité à ses membres, et les principaux points examinés avaient été la représentativité de l'organisation, l'assistance fournie, les grands axes du programme et leur rapport avec les priorités thématiques de la CESAP, les prestations et la viabilité du Centre.

12. L'évaluation avait fait apparaître que les pays membres manifestaient de l'intérêt pour les programmes qui a) renforçaient leurs capacités techniques, b) offraient des débouchés commerciaux, c) portaient sur des technologies fondées sur le savoir, d) favorisaient la coopération régionale et e) leur permettaient de participer pleinement aux activités.

13. Il en était aussi ressorti que, dans la mesure où le Centre dépendait fortement des donateurs externes, ses activités n'étaient pas tant déterminées par les besoins que par lesdits donateurs. De plus, une grande partie de l'activité du Centre portait sur des technologies de faible technicité, qui intéressaient surtout les pays les moins avancés. Il avait encore été observé que l'élaboration du programme étant laissée au pays hôte, le programme s'en trouvait fragmenté en projets dispersés sans cohérence.

14. La grande compétence professionnelle du personnel du Centre et son travail de réseautage avaient été reconnus comme des points forts du Centre. Toutefois, il était aussi apparu que la viabilité financière était sa principale faiblesse. En outre, le Centre manquait d'un plan général de développement incluant une perspective à long terme; c'est pourquoi l'évaluateur avait suggéré une éventuelle restructuration de l'organisation et la recherche d'une méthode cohérente de planification des programmes.

15. Les recommandations émanant de l'évaluation quant à la façon pour le Centre de mieux servir les pays membres étaient les suivantes:

- Élaborer une stratégie programmatique assurant un équilibre entre les sous-régions, les pays les moins avancés et les pays à économie en transition, tout en gardant à l'esprit l'intérêt de l'ensemble des membres;
- Réaliser davantage de projets régionaux ouverts à tous les membres, quelles que soient leurs capacités ou leur contribution financière, afin de dynamiser la coopération régionale;
- Suivre les directives et l'orientation données par la CESAP;
- Procéder à un examen approfondi des programmes du Centre afin d'en accroître l'attrait et l'utilité pour les pays membres;
- Réexaminer régulièrement les grands domaines d'activité afin de tenir compte de l'évolution des besoins et des priorités, et de façon à refléter les priorités thématiques de la CESAP;
- S'assurer d'une participation accrue du secteur privé afin de mettre à contribution ses compétences;
- Envisager d'utiliser davantage les technologies de l'information et de la communication afin d'améliorer la communication avec les membres et les réseaux d'institution dans tous les domaines d'activité du Centre et pour assurer une répartition égale des services fournis;

- Entreprendre des projets dans des domaines les plus actuels, et particulièrement des projets visant à réduire la fracture numérique, à développer le commerce électronique pour les PME et le transfert des technologies numériques et à fournir aux entreprises des conseils et de la formation en ligne en matière de technologie;
- Envisager la création d'une catégorie particulière de membres sans droit de vote pour le secteur privé et les instituts technologiques et en inviter les membres aux réunions du Conseil d'administration;
- Étudier la possibilité de donner une autre appellation au Centre en se posant la question de savoir si le mot «transfert» est toujours approprié.

16. Désireux d'appliquer les recommandations issues de l'évaluation, le Conseil a proposé que le CAPTT:

- Élabore une stratégie de programme en consultation avec la CESAP;
- Organise une réunion avec les parties prenantes en vue de réorienter ses programmes et de définir une perspective, un plan et des stratégies à long terme;
- Élabore des projets tenant compte de l'évolution mondiale;
- Envisage la création d'une nouvelle catégorie de membres et prépare un rapport sur divers aspects connexes (contributions, prestations, tarification);
- Réexamine sa structure en matière de TIC ainsi que les capacités techniques de son personnel.

D. Date et lieu de la dix-neuvième session du Conseil d'administration

(Point 7 de l'ordre du jour)

17. Le Conseil d'administration a remercié le Bangladesh qui a offert d'accueillir la vingtième session du Comité consultatif technique et la dix-neuvième session du Conseil d'administration à Dhaka en décembre 2004. Le Conseil s'est aussi félicité de l'offre du Pakistan d'accueillir le Conseil en 2005.

18. Le représentant du Pakistan a demandé que son pays devienne membre de plein droit, au lieu de simple observateur.

E. Questions diverses

(Point 8 de l'ordre du jour)

19. Le représentant du Pakistan a offert les services de son pays pour accueillir un atelier sur les cybercentres communautaires à Lahore en septembre 2004 et a demandé que le Centre aide à faire de l'atelier un événement aussi international que possible.

20. Les membres du Conseil ont également exprimé leur profonde gratitude et leur sincère appréciation au pays hôte, les Philippines, et en particulier à M^{mes} Estrella Alabastro et Maripaz Perez, Secrétaire et Secrétaire adjointe du Département de la science et de la technologie, pour l'excellente organisation de la session à Manille et l'hospitalité dont avaient bénéficié tous les membres et qui leur avait permis de travailler dans les meilleures conditions.

F. Adoption du rapport

(Point 9 de l'ordre du jour)

21. Le Conseil a adopté son rapport le 7 février 2004.

III. ORGANISATION DE LA SESSION

A. Ouverture de la session

(Point 1 de l'ordre du jour)

22. Des représentants de 13 pays ainsi que des représentants de la CESAP, de l'OIT et de l'ONUDI ont participé à la dix-huitième session du Conseil d'administration du CAPTT.

23. Le Secrétaire exécutif de la CESAP a souhaité la bienvenue aux participants. Il a remercié M^{me} Estrella Alabastro d'avoir honoré la séance d'ouverture de sa présence et de contribuer à la session par sa grande connaissance des sujets traités, ainsi que le Gouvernement philippin pour avoir organisé la réunion.

24. Il a rappelé que la session du Conseil d'administration revêtait une grande importance étant donné que le Conseil examinerait et évaluerait les activités du Centre et se prononcerait sur la direction à donner au programme et les stratégies à suivre. Il a expliqué comment le programme de travail, l'appareil de conférence et la structure du secrétariat de la CESAP avaient été remodelés de façon à concentrer l'action de l'organisation sur des questions plus directement pertinentes au vu des besoins de la région. Il avait aussi été procédé à une évaluation de toutes les institutions régionales de la CESAP afin de réorienter leurs activités conformément aux thèmes prioritaires de la CESAP. Le Conseil aurait à discuter des résultats de l'évaluation pour les intégrer à la réflexion sur les futurs programmes de travail du Centre.

25. Le développement rapide des nouvelles technologies, notamment des technologies de l'information et de la communication, de la biotechnologie et de la nanotechnologie, représentait un défi majeur à la capacité du Centre de contribuer au transfert des technologies nouvelles et de les utiliser dans son propre travail et accroître ainsi son efficacité.

26. Il a informé le Conseil que la CESAP avait procédé au recrutement du nouveau directeur du Centre conformément aux règles et procédures des Nations Unies, ainsi que confirmé par le Bureau des affaires juridiques. Il a relevé que le Directeur aurait une tâche difficile, à savoir renforcer les activités de coopération technique du Centre et les aligner sur le programme de travail de la CESAP. Il lui a souhaité plein succès dans sa tâche.

27. Il était très heureux de noter que l'Inde avait annoncé à la session du Comité consultatif technique tout juste terminée qu'elle allait faire passer sa contribution de 100 000 à 200 000 dollars des États-Unis et l'a remerciée de ce geste généreux, qui montrait l'importance que ce pays attachait au Centre et l'appui qu'il était prêt à lui apporter.

28. Toutefois, il s'est dit inquiet de la viabilité financière du Centre et a invité tous les membres à accroître leurs contributions. Il a invité instamment le Conseil d'administration à évaluer la situation et à donner son avis sur la conduite à suivre par le Centre pour renforcer ses ressources financières.

29. Il a assuré le Conseil de la ferme intention de la CESAP d'appuyer le développement du Centre et d'aider à sa planification, à sa gestion et à sa supervision dans le cadre de la planification et de la gestion axées sur les résultats récemment introduites à l'ONU. Il a de même indiqué que la CESAP aiderait le Centre à redéfinir son programme de travail pour l'aligner sur celui de la CESAP.

30. En conclusion, il a remercié l'Inde, pays hôte du Centre. Il a aussi remercié les principaux pays et institutions donateurs, dont l'Allemagne, les Pays-Bas et le PNUD. Il a noté avec satisfaction que la République de Corée était devenue un bailleur de fonds important.

31. Dans sa déclaration liminaire, M^{me} Alabastro a souhaité la bienvenue aux participants. Elle a relevé la pertinence et l'intérêt du Centre non seulement pour les Philippines mais aussi pour d'autres pays en développement de la région de l'Asie et du Pacifique. Elle a souligné que l'innovation étant le moteur du monde, il fallait renforcer productivité et compétitivité pour aider les PME à avoir leur place dans une économie mondiale axée sur le savoir. Pour ce faire, les organisations telles que le CAPTT ne peuvent cesser de lancer des initiatives conçues pour donner aux pays les moyens de devenir plus compétitifs en développant et en exploitant les découvertes scientifiques et techniques. À cet égard, il convenait d'étudier en profondeur les recommandations du Comité consultatif technique pour décider de mesures concrètes aptes à garantir la viabilité des différents programmes du Centre et à renforcer encore la collaboration scientifique entre les différents pays de la région.

B. Participation

32. Onze pays membres (Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Mongolie, Népal, Philippines, République de Corée, Sri Lanka et Viet Nam) et deux pays observateurs (Pakistan et Thaïlande) étaient représentés, ainsi que la CESAP, l'OIT et l'ONUDI.

C. Élection du Président et du Vice-Président

(Point 2 de l'ordre du jour)

33. Le Conseil a élu M. Mohd. Ariffin Hj. Aton (Malaisie) comme Président, M. Lee Un Woo (République de Corée) comme Vice-Président et M^{me} Khadiza Begum (Bangladesh) comme Rapporteur.

D. Adoption de l'ordre du jour

(Point 3 de l'ordre du jour)

34. Le Conseil a adopté l'ordre du jour suivant:
1. Ouverture de la session.
 2. Élection du Président et du Vice-Président.
 3. Adoption de l'ordre du jour.
 4. Rapport sur les activités du CAPTT pour la période allant de décembre 2002 à décembre 2003 et présentation de l'état des ressources financières pour 2003.
 5. Rapport du Comité consultatif technique sur sa dix-neuvième session.
 6. Rapport d'évaluation sur le CAPTT.
 7. Date et lieu de la dix-neuvième session du Conseil d'administration.
 8. Questions diverses.
 9. Adoption du rapport.

- - - - -